

Dans cet atelier nous nous proposons de traiter un problème qui a fait surface tout au long de nos travaux sans être analysé spécifiquement: les mémoires des luttes dans « le penser sous conjoncture ». Il ne s'agit donc pas ici de présenter les résultats d'un travail achevé sur ce sujet, mais de commencer à affronter ensemble un problème qui n'a été qu'effleuré cette année et qui constituera un aspect central de notre recherche sur les mouvements étudiants européens de l'après-guerre. À cet égard cet atelier présente d'emblée une marque transitoire. Il est à la fois l'occasion de réfléchir ensemble sur le rôle des mémoires de luttes dans le processus de formation et d'auto-position des sujets antagonistes, révolutionnaires ou insurrectionnels en acte, et un moment de transition entre les travaux de l'année qui se conclut avec ce forum, et la recherche programmée pour l'année prochaine. Expliquons-nous sur ce point: si cette année on a travaillé autour des conjonctures en quelque sorte classiques de l'héritage du marxisme, ce qui peut nous donner l'apparence d'historiens de la politique (ou du marxisme), notre nouvel objet de recherche implique une mise en place de stratégies « archéologiques » à partir de certaines impasses actuelles. Analyser certaines conjonctures et séquences clefs de mouvements étudiants des années 60-70 nous permettra d'étudier les luttes passées et de réactiver des mémoires dans la conjoncture présente, pour contribuer à l'élucidation des problèmes des luttes actuelles partiellement en quête de définition, en analysant les conditions et les modalités de production, de constitution, d'organisation et d'auto-définition; de même que les paraboles, les antagonismes et les blocages des mouvements étudiants dans l'après-guerre. Dans ce processus on verra à l'œuvre notamment sous la forme de mémoires de luttes les élaborations théoriques étudiées cette année comme des sources d'inspiration pour d'autres interventions sous conjoncture, ce sera le cas par exemple pour l'expérience des conseils dans l'élaboration du projet d'une *Räte-Republik* par Rudi Dutschke.

Cela nous permet d'indiquer la forme sous laquelle les mémoires de luttes se sont présentées dans nos travaux cette année, à savoir celle d'une réactivation de prédispositions à la lutte, d'une définition des groupes en fonctions de certains héritages, ou de certains investissements de repères théoriques dans la définition d'un discours révolutionnaire face aux problèmes imposés par les conjonctures ou en face d'événements qui les sur-déterminent. Mais il y a un autre aspect intéressant sur lequel nous allons nous concentrer davantage. Leur évocation semble produire matériellement une interpellation affective qui permet de désigner la classe opprimée comme sujet, et donc dialectiquement, comme agent révolutionnaire en puissance. Selon l'usage que Lénine en fait dans ses interventions théoriques, les mémoires de luttes renvoient notamment à un vécu de souffrance, ce sont les souffrances des victimes et des martyres de mouvements de lutte pour l'émancipation des classes subalternes. C'est sur les mémoires de luttes, c'est-à-dire sur la base de cette souffrance partagée (et à partager), que s'appuie Lénine, dans son combat contre Kautsky, pour dénoncer la violence du pouvoir de la démocratie bourgeoise contre la classe opprimée et dévoiler la connotation rhétorique des beaux discours sur la démocratie. Les mémoires de luttes constituent ainsi le point de vue même de la théorie et pratique prolétariennes, de leur regard dés-enchanté sur la théorie et pratique de la démocratie libérale, forgé par les contraintes matérielles. C'est par le renvoi à des expériences de deuil, de douleur, de souffrance, communes ou analogues, et par la disposition d'affects comme l'indignation, la rage, la colère, que le prolétariat ou le peuple peut gagner une première conscience de soi comme classe exploitée et que le discours socialiste, communiste, ou antagoniste trouve son référent matériel, et d'un seul coup le public potentiel auquel s'adresser. En ce sens la mémoire de luttes s'installe sur une base affective qui devient le point d'interpellation collective, pour les sujets exploités et opprimés, à se constituer comme mouvement antagoniste. On peut alors affirmer en première analyse que les mémoires de luttes interviennent

dans le discours révolutionnaire selon deux modalités fondamentales, une forme active qui peut être la réactivation ou le ré-investissement des repères et expériences théoriques dans une intervention théorique qui ambitionne de fixer une ligne de démarcation dans le champ théorique et donner une intelligence à la lutte dans laquelle elle s'inscrit, et une forme passive, l'affection qui se révèle comme la base matérielle d'une interpellation à constituer un agent révolutionnaire ou antagoniste. C'est finalement cette affection comme disposition d'affects collectifs qui donne la possibilité même de tracer cette ligne de démarcation, de marquer un clivage fondamental dans et pour la lutte. Ces deux composantes définissent le circuit de la mémoire que l'évocation des mémoires de luttes déclenche dans le discours antagoniste ou révolutionnaire: interpellation, affectation, pulsion, action.

Cette dimension affective est renforcée par les témoignages audio-visuels. Cet aspect appartient bien évidemment aux mémoires de luttes du XXe siècle qui sont documentées aussi par des photos et des vidéos diffusées par les médias et qui agissent avec une force toute particulière sur le public auquel ils sont destinés. En ce sens on pourrait rappeler les effets, l'affection hystérique et rageuse que provoque la publication des photos qui témoignent des atrocités commises par l'armée nord-américaine au Vietnam, au sein de mouvements étudiants aux États-Unis et en Allemagne qui forgent, comme réaction, le mot d'ordre « *bring the war home* » et déclenchent des violences urbaines.

Nous avons donc choisi pour point de départ de cet atelier plusieurs témoignages audio-visuels non seulement parce qu'ils constituent un cas particulier de mémoires des luttes propres au 20e siècle, mais aussi parce que ce type de témoignage peut produire naturellement et immédiatement une affection, susciter de l'affect au sein du public. Il nous semble une façon intéressante de répondre à l'enjeu d'un atelier qui ne veut pas s'adresser à un public exclusivement universitaire. Partir de documents audio-visuels nous permet de nous situer ensemble sur un point d'affection possible, de nous interroger face aux affects suscités par des images qui se constituent comme mémoire(s) sur l'écran. Nous voulons nous situer sur ce point non seulement pour expérimenter et affronter une autre forme de témoignage, que celle écrite, mais aussi pour l'utiliser afin d'ouvrir l'étude d'une autre conjoncture. Notre propos aujourd'hui est donc d'articuler un discours sur les mémoires de luttes et d'ouvrir un champ de recherche sur une conjoncture oubliée en partant d'une dimension affective possible, celle suscitée par les images qu'on va projeter, et qui vont nous constituer comme spectateurs. Ces images nous mettront immédiatement en relation à un passé qui n'appartient pas directement à l'expérience de la plupart d'entre nous comme vécu direct, mais qui peut nous appartenir indirectement en fonction de ce que cette conjoncture a pu signifier pour nous et pour la vie politique dans nos pays. Le but de cet atelier est donc d'affronter le problème de la mémoire des luttes, de ses multiples facettes et conflits, et d'esquisser des lignes de travail sur une nouvelle conjoncture qui est l'objet de mémoires de luttes qu'on va analyser. Il s'agit d'une conjoncture moins classique, voire oubliée, celle de l'expérience Allende, donc du gouvernement de l'Unité Populaire au Chili entre 1970 et 1973 écrasé par le coup d'État des forces armées chiliennes avec l'appui des États Unis le 11 septembre 1973.

Introduisant un nouvel objet d'analyse cet atelier ne veut être que le commencement d'un travail sur le Chili d'Allende et présente donc une marque programmatique. Sous cet aspect nous avons pris au sérieux une des volontés qui ont porté à l'organisation de ce forum, qui ne se veut pas un moment ponctuel, un colloque parmi d'autres, mais plutôt le début de possibles activités communes parmi les groupes et les individus qui y participent. Par cet atelier nous voulons essentiellement susciter un intérêt pour un travail à faire dont nous voulons présenter certaines lignes de développement et quelques difficultés d'approche à travers la problématisation de la mémoire et les formes de son interpellation. Nous avons convenu que le court métrage de Ken Loach sur le 11 septembre constitue l'introduction la plus adéquate aux circonstances dans la mesure où il engage la mémoire de la lutte de cette conjoncture dans une conjoncture qui appartient à la mémoire de nous tous, malgré nous et qui a fait l'objet du dernier atelier d'hier.

## Ken Loach, 11 septembre

Je voudrais donner quelques éléments pour analyser ce court-métrage comme une intervention de la mémoire des luttes dans la conjoncture. Il fait partie du recueil 11'09"01 œuvre collective, présentée au festival du cinéma de Venise en 2002. Le personnage principal se présente comme un exilé chilien habitant Londres et s'adresse dans une lettre imaginaire aux parents et proches des victimes du célèbre 11 septembre 2001. En ce sens Loach assume l'événement qui marque son actualité et qui s'est imposé dans le discours politique comme événement ou tournant historique, et le renverse à travers la mémoire d'un autre mardi 11 septembre, le 11 septembre 1973, jour du coup d'état au Chili. Il imagine ce Chilien porteur d'une mémoire collective, s'adresser aux proches des victimes de l'attentat en soulignant deux points qu'ils ont en commun avec une génération de militants chiliens, le deuil par la perte d'un proche victime d'un assassinat qui ne les visait pas en tant qu'individus singuliers, et la date où cet assassinat se produit le 11 septembre. C'est sur la force émotive de cette coïncidence absurde de date que Loach ouvre et réactive une interpellation à la mémoire qui devient l'appui d'une contre-interpellation au discours et à la politique qui se déclenche après le 11 septembre 2001. Or cette intervention ne s'adresse évidemment guère seulement à ceux qui ont perdu un proche, mais surtout à tous ceux qui ont été bouleversés, touchés dans leur dimension affective par l'attentat de New York, à tous ceux qui ont prouvé et manifesté leur solidarité aux victimes, aux dirigeants politiques des États-Unis lors de la réaction à cet événement. C'est sur ce point de disposition d'affects que Loach fait intervenir un autre 11 septembre qui a une toute autre signification, et le fait intervenir pour renverser, voire rejeter la politique annoncée par l'administration Bush comme LA réaction, la seule et unique, à l'attentat. C'est sur le rapprochement et l'opposition entre les deux 11 septembre, sur cette ligne entre présent et passé que Loach construit une contre-interpellation au discours qui est imposé après l'attentat par les dirigeants américains. Cette contre-interpellation de la mémoire met en place une interrogation sur la signification à donner aux énoncés, ou bien un questionnement de concepts qui structurent le discours politique au nom desquels on prétend justifier les actions politiques et militaires que l'administration Bush entame comme une prétendue réaction à l'attentat. Cette contre-interpellation ouvre un questionnement de toutes les prétendues valeurs revendiquées par ce discours et la constellation, l'enchaînement des concepts qu'elle dispose et impose de façon à-critique a-critique. Plus précisément: de quelle liberté, de quelle justice, et de quelle démocratie parlons-nous? Quels droits sommes-nous interpellés à défendre? Cette contre-interpellation atteint son point culminant dans la séquence qui suit le discours de Bush devant les délégués de la communauté internationale. Au lieu des avions qui s'écrasent sur les *Twin Towers*, image à laquelle on s'attend en tant que spectateur qui a vu et revu cette scène des centaines de fois, sous tous les angles possibles, Loach nous propose le bombardement de *La Moneda*, l'image par excellence du coup d'état au Chili, de sa brutalité effrayante, une image que l'on a tous vue, mais qui appartient à une mémoire plus diffuse, évaporée, qui se condense d'un coup sur l'écran et qui s'impose aux spectateurs. Le discours de Bush « Le 11 septembre les ennemis de la liberté ont commis un acte de guerre contre notre pays, le soleil s'est couché sur un monde différent, un monde dans lequel la liberté même est menacée » devient d'un coup, par cette irruption de l'image du bombardement du palais présidentiel, le discours de l'exilé chilien, de ce Chili qui était écrasé par cette action; et de tout militant qui a senti que par ce coup d'État une autre démocratie devenait impossible au Chili tout comme en Amérique Latine et en Europe. Les paroles de Bush et de ce porteur fictif de la mémoire chilienne coïncident, se juxtaposent et font entrer en court-circuit leur enchaînement. Ce qui s'est passé au Chili il y a 30 ans devient une invitation à ne pas accepter, ni permettre que les dirigeants qui sont les héritiers de l'administration qui a contribué à briser le projet et le rêve de la gauche chilienne, utilisent la douleur pour l'attentat et l'affection solidaire qui en dérive, pour reproduire une politique d'intervention qui demeure essentiellement la même avant et après les deux

11 septembre, et s'approprier ainsi nos désirs de liberté et de justice. En ce sens on peut confronter les images de la répression au Chili et celles qui nous ont fait entrevoir la brutalité de la machine de chasse aux terroristes. Ce discours nous empêche de nous abstenir de prendre position dans cette alternative fictive et gênante entre démocratie et terrorisme, *tertium non datur*, qui nous oblige à classer immédiatement tous les adversaires et opposants à la réaction et à l'utilisation politique du 11 septembre par l'administration américaine comme des ennemis intérieurs, des terroristes. Cette condensation de l'image symbole du 11 septembre chilien devient irruption de la mémoire du Chili, c'est ce que Loach nous impose par un simple remplacement d'image contre toute attente des spectateurs. Or, c'est exactement cette irruption du passé de la mémoire qui nous intéresse aujourd'hui et qui nous interpelle.

Analysons d'abord le circuit de la mémoire que ce montage actionne. L'irruption de la mémoire du Chili, du coup d'état qui marque l'expérience Allende au gouvernement et qui instaure une dictature et la transformation du Chili en avant-poste et laboratoire du néo-libéralisme, se fait par la re-proposition des images qui documentent ce qui est passé. C'est à travers la construction de séquences où les images de la fiction, du présent qui vient de passer, et dans lesquelles s'annonce le futur, sont mises en relation avec les images du passé, de ce qui précède, coïncide et succède au coup d'état de '73. La prise de parole imaginée par Loach pose la co-existence du passé, du présent qui vient de passer, les deux 11 septembre, et la met en relation en fonction de la réaction, de l'interpellation conjoncturelle « 11 septembre ». La mémoire de luttes qui fait irruption dans ce montage construit un circuit qui nous ramène constamment de l'une à l'autre dans le présent de notre réflexion sur quelle démocratie, liberté, justice voulons-nous et à quelle démocratie a-t-on droit, et déclenche un court-circuit de leurs signifiants, l'espace de leur questionnement. En même temps une mémoire de luttes devient le contre-champ qui s'impose comme champ à étudier et analyser. C'est la mémoire oubliée du 11 septembre qui fait surface comme interrogation sur ce qui s'est passé, de ce passé qui se ré-impose comme mémoire, et conflit des mémoires qu'on retrouve lors de l'interrogation de cette mémoire. De cette façon, on voit comment les mémoires de luttes interviennent dans le présent non comme simple passé mais comme présent de la mémoire, telle une coupe par la mémoire de la succession du temps conçu comme espace, autrement dit, font irruption comme temps présent de réflexion et contre-poids affectif à un discours et à l'interprétation et réaction face un événement bouleversant qui veut s'imposer comme seule interprétation possible. Mais loin d'être une donnée neutre et pacifiée, la mémoire des luttes constitue un champ d'extrême conflictualité, ou comme nous le verrons le lieu d'une « parole disséminée ».

Or, comment accédons-nous à ce passé? Par des images historiques que Loach nous propose comme mémoire de son personnage fictif, et qui constituent les images de la mémoire de l'expérience Allende. Dans la plupart des cas ce sont les images que Patricio Guzmán a recueillies dans son film documentaire *La Bataille du Chili*. Ce film qui est devenu en quelque sorte le film de la conjoncture 1973 au Chili, sort en trois parties au cours des années '70 et constitue un élément incontournable de cette mémoire, point de départ obligé d'une étude de cette conjoncture. Les deux premières parties reconstruisent la dynamique qui amène au coup d'État. Il faut rappeler que ces images devaient documenter au monde la construction de la voie chilienne au socialisme. Le coup d'État impose qu'elles racontent l'écrasement de ce projet. Le coup d'État impose donc un changement radical de leur signification et de leur interpellation, le témoignage d'un espoir pour un nouvel ordre se transforme en stigmate du blocage d'une dynamique d'émancipation. Le coup d'État s'impose comme centre d'une autre histoire à raconter. *La Bataille du Chili* devient l'histoire d'un coup d'état et du triomphe de la contre-révolution et invite à la résistance et à la solidarité. Les images sont montées en fonction du coup d'État et racontent au monde la façon dont ce coup d'état a été mis en place. La troisième partie filme le peuple dans son « se faire » souverain, nous propose de l'intérieur la construction du « pouvoir populaire », des organisations qui sous l'impulsion du gouvernement de l'UP permettent d'affronter toute une série d'activités de déstabilisation organisées par la bourgeoisie chilienne avec le soutien des États-Unis. Elle nous montre le fonctionnement de

JAP, des cordons industriels, des organisations du peuple que le coup d'État efface. Ce documentaire se propose comme champ d'étude possible ce qu'on pourrait nommer « le filmer (dans) la conjoncture ». Pour cela il sera intéressant d'analyser le plan de travail de l'équipe, leur volonté d'être dans le processus et donc la nécessité de l'étudier selon ses axes fondamentaux de développement et ensuite d'examiner comment la présence des caméras change les visages du peuple, des peuples qu'il veut filmer, et les voix de ce peuple tout au long de l'année '73, la prise de position du réalisateur, etc.

Or, ce documentaire qui est connu et primé dans le monde entier a longtemps été interdit au Chili sous la dictature et il demeure méconnu après le retour à la démocratie. Lors de son retour au Chili à la fin des années 90' Guzmàn affronte cette réalité, l'oubli des nouvelles générations, les difficultés des anciens militants à revenir sur ce passé qui demeure source d'une incontournable souffrance à cause des disparus, des assassins non-jugés par la justice en raison de l'immunité-impunité, la perte de liberté et d'espoir. La décomposition du « Chili » avant le coup d'État dans les morceaux de mémoires des exilés et l'oubli imposé par la dictature et ses héritiers dans le pays, qui accompagne l'expérience dont il se déclara être le témoin privilégié, l'engage dans une bataille pour la mémoire, à mettre en place des dispositifs d'évocation de celle-ci. C'est sur la base de ce retour et ces difficultés que naissent les deux documentaires qui devaient être la base de cet atelier, la *Mémoire Obstinée* et *Salvador Allende*. Ils constituent deux centres de réflexion sur la mémoire que Guzmàn met en place. D'un côté on a la mémoire obstinée qui se propose de revenir à ce qui est devenu tabou dans son lieu de production historique, de faire intervenir cette mémoire dans l'actualité chilienne du « retour à la démocratie », de l'autre elle se propose de revenir sur la figure d'Allende et de jeter un regard rétrospectif sur son rôle dans la construction de la voie chilienne au socialisme, un aspect qui pour Guzmàn constitue une réflexion auto-critique sur son jugement de l'époque.

À ce propos je voudrais revenir sur la fin du film *Salvador Allende* où Guzmàn en voix off prend la parole et interpelle lui aussi le spectateur. « Le passé ne passe pas, l'histoire reste à écrire, il y a si peu des textes, aucune biographie sérieuse sur Allende, les archives du pouvoir demeurent secrètes. L'arrogance du vainqueur se prolonge. Le 11 septembre 1973 est toujours là. Salvador Allende aimait la vie et la vie l'a aimé. Avec cette vie en tête nous continuons d'agir, de penser, et d'inventer un avenir. Le passé ne passe pas ». Quel est ce passé qui ne passe pas ? C'est certainement le passé vécu, de la mémoire directe du coup d'État et de la dictature, de l'oubli imposé qui devient conflit lors de l'écriture d'une histoire qui ne soit pas l'histoire officielle du Chili, mais ce seront des histoires, des mémoires en conflit. Mais pour nous ce passé qui ne passe pas, par ce témoignage vivant peut devenir un passé qui nous interroge par rapport aux effets du coup d'état en Europe, sur l'eurocommunisme, la politique du parti communiste italien et du PCF jusqu'aux impasses de la gauche. Cette conjoncture ouvre une série de questionnements sur la construction d'une alternative, de sa possibilité, devient le lieu d'un déplacement stratégique pour interroger la parabole de la gauche des années 70 jusqu'à aujourd'hui, de l'idéologie et encore pire de la rhétorique arrogante, tant elle est vidée de tout pathos, des démocraties occidentales.

Comme nous suggère un des personnages que Guzmàn nous fait connaître dans ces documentaires, du point de vue étymologique la mémoire est la faculté de se souvenir de quelque chose, *re-cordare* en latin, revenir au cœur, à la dimension affective passée qui reste dans le présent, l'informe, le relativise et l'enrichit. Elle rend présent un passé qui ne passe pas au fur et à mesure qu'il constitue un point de vue critique sur notre actualité, lieu vide de possibles re-territorialisations affectives, d'inspirations pour ré-inventer nos pratiques. En même temps dans ce mouvement de retour il y a des risques de déformation, voire d'idéalisation du passé, ou de manipulation, ce qui peut déclencher une lutte dans la définition de la mémoire collective et pose un problème d'approche et d'appropriation de la mémoire et des mémoires de luttes.

Mon intervention se construira en deux temps. Le premier désire prolonger le propos de Marco sur l'œuvre de Patricio Guzman, avec cette idée, qui d'ailleurs rejoint me semble-t-il une question que nous avons plusieurs fois posée cette semaine, chacun à notre manière, celle *de tenir une position dans un champ de conflictualité ou de pensée critique*, cela en distinguant le procédé de Guzmàn avec celui de la séquence de Loach. Ma seconde partie, qui s'appuiera sur une séquence ou deux du documentaire de Guzmàn, (plusieurs nous ferons des projections) aura non pas un double mais un triple souci ; celui d'abord de faire réfléchir un écrit d'analyse politique sur cette conjoncture chilienne mais depuis cette parole que nous allons entendre, travailler en somme sur les effets matérialistes que ce documentaire produit sur notre lecture ; ouvrir mon propos à une série de questions qui pourrait faire l'objet d'un futur atelier au GRM, une manière si vous le voulez de poser dès à présent les lendemains de ce forum et de vous inviter à y réfléchir avec nous ; et enfin, d'introduire l'intervention de Patrick.

Loach, nous l'aurons compris, ne fait pas un rapprochement objectif et d'historien entre les deux 11 septembre. Il n'y a, comme l'a souligné Marco, qu'une coïncidence *absurde* de dates et il ne s'agit alors, dans la conscience réfléchie de ce personnage que d'un jeu d'échos ou de résonances dans son espace mental, dans l'espace de sa mémoire. Désaturer en quelque sorte le 11 septembre 2001 pour voir resurgir celui oublié ou ignoré de 1973. Ce qui importe, c'est l'effet idéologique que cela peut produire. Pour cette raison, Loach nous semble être fort si l'on se souvient du contexte. On est en 2002, et pour la première date anniversaire, une commande est faite à plusieurs réalisateurs pour traiter cet événement. Depuis un an, s'est créée, autour du 11 septembre 2001, un mythe de l'origine. A tous, il nous a été expliqué que c'est alors le tournant de l'histoire mondiale. Tournant à partir duquel va complètement être réorganisé le rapport entre l'Occident et l'Orient sous la menace ou la potentialité d'un conflit mondial. Tout le monde est en attente, dans un affect commémoratif et pathique. Tout le monde attend, depuis cet événement traumatique d'origine, son discours interpellant. Or que fait ici Ken Loach si ce n'est précisément, et contre toute attente, de court-circuiter pleinement cette logique interpellante. *Il produit une contre-interpellation*. Qui nous dit quoi ? Que les valeurs que nous utilisons, et singulièrement celles énoncés par Bush, pour construire un type de subjectivité collective, on peut exactement les faire jouer contre nos propres discours. Du coup se trouvent être réactivées de façon problématique et programmatique les termes de Démocratie, de justice et de liberté, réfléchis par cette sédimentation d'une mémoire de défaite et de souffrance interpellante.

Si nous garderons en mémoire l'importance de cette contre-interpellation de Loach, - à partir de laquelle nous pouvons alors nous, non chilien, prendre parole - il est par contre un second point qui nous questionne et différencie pour nous le procédé de Loach de celui de Guzmàn.

Avec Loach, ce que nous voyons, ce que nous entendons, dans cette contre-interpellation, c'est un narrateur, qui incarne non pas simplement un chilien mais *le* chilien et impose alors un sens univoque à cet événement du 11 septembre 1973. Depuis cette contre-interpellation, ce personnage est l'incarnation d'un peuple dans ce qu'il a d'unique et d'exemplaire. Or c'est cette univocité qui nous pose question. Elle questionne d'autant plus à la réfléchir depuis le procédé de Guzmàn.

En effet, l'intérêt que nous portons pour les films-documentaires de Guzmàn est qu'il donne aussi à voir et à entendre, mais non pas comme pourrait être la logique de nombreux documents visuels, c'est-à-dire donner parole strictement objective, se posant donc comme extérieur à son objet. Guzmàn, par son histoire liée au Chili, fait réfléchir ses propres mots et sa propre mémoire depuis et avec ceux du peuple chilien, mieux, nous le comprendrons, depuis *tout* le peuple chilien, disséminé par et dans l'espace et le temps.

Ce qui signifierait au moins deux choses.

La première est l'incroyable parole disséminée qui s'écoute, autant subjective que collective, et dont l'interpellation s'affirme comme conscience de classe en lutte. Nous qui sommes accoutumés ou liés au livre et à l'étude universitaire, et à certain type de recul objectif, nous sommes là en présence d'un *document « empirique »*. Entendons par là directement à la fois pris et partie prenant dans une conjoncture et ses conséquences. A la fois l'urgence de ce qu'il fallait faire et la capacité immédiate de devoir le mettre en discours, mais aussi au sens à accorder à ces gestes et discours quelques années

après. Ce que crée ici Guzmàn est un site événementiel théorico-pratique.

Mais précisément cette parole disséminée, que forme-t-elle ? Quelle place tient celle de Guzmàn et comment réfléchit-elle notre propre place ? Voilà ce que nous force à penser Guzmàn et qui pour nous ne peut se poser avec le procédé univoque de Loach.

Lorsque nous disions *tout* le peuple chilien, là se joue peut-être une des questions de cette mémoire réactivée des luttes. Parce qu'il y a peut-être abusivement ou précipitamment l'idée d'une unité dans ce tout. Guzmàn, par ses séquences, son montage, nous semble-t-il, ne tente pas de rassembler les morceaux épars en *une seule* mémoire qui pourrait être totalisable. Si cette mémoire est « obstinée » pour reprendre l'un de ses titres, c'est qu'elle est inlassable dans sa recherche. Il fait plutôt travailler sa propre mémoire, la réfléchit et la réactive, comme une ligne de force qui traverserait l'épaisseur de ces mémoires en lutte. Il n'y a pas une mémoire, ni une expérience chilienne d'Allende. Il n'y a pas un discours unifié et unifiant, mais une multitude irréductiblement hétérogène de discours, chacun s'inscrivant en un champ particulier. Ce qui ne signifie en rien une forme de relativisme mais nous force à nous poser la question de la définition même de ce que nous nommons *une conjoncture*.

Ce que nous voulons dire c'est que Guzmàn n'expose pas sa parole ni ne l'affirme comme celle qui ferait synthèse au dessus de toutes les autres pour nous en expliquer objectivement le sens. Ce qu'il veut c'est maintenir ces mémoires présentes précisément en lutte, c'est-à-dire dans leur force active, dans leurs territorialités conflictuelles et discours dans lesquelles lui-même se trouve être pris et partie prenante. Sa parole à lui autant que sa mémoire sont « immergées », lui-même traversant ces espaces. Cette question des territorialités disjoints et conflictuels nous semble être importante pour notre atelier, et nous mêmes, en tant qu'elle amène à penser la nécessité de *tenir une position dans ce champ de conflictualités réactivées d'une parole disséminée*. Question qui n'a eu de cesse de traverser l'histoire du marxisme. En ce sens, elle doit aussi déterminer notre position, nous qui ne sommes pas chiliens. Il s'agit pour nous de maintenir cette multiplicité, de la réfléchir et de se laisser réfléchir par elle plus que de vouloir la résoudre. D'être l'une de ces multiplicités, de travailler sur leur effets interpellant. A notre tour, être à la fois pris et partie prenante. C'est ce qui fait la singularité de ce documentaire et de son interpellation autant que celui de Loach. Depuis Guzmàn, il ne peut plus seulement s'agir de tenir un propos sur une conjoncture donnée. Depuis Guzmàn, il y a une autre exigence qui devra nécessairement réfléchir notre lecture. Cette exigence nous l'avons trouvée avec Marco dans cet énoncé de Guzmàn : « le passé ne passe pas » et ce qu'il peut signifier.

Je voudrais maintenant projeter une courte séquence extraite d'un documentaire de Guzmàn : *Salvador Allende*. Il s'agit d'une conversion entre plusieurs anciens militants de l'Unité Populaire, que l'on retrouve dans des images d'archive, et qui tentent ensemble de mettre des mots sur cette époque et le sens de leur action. Il s'agit d'un dialogue. Si la séquence débute sur Allende lui-même, très vite la question devient celle d'une fidélité à l'histoire et de ce que nous devons entendre par le terme de révolutionnaire ou de processus révolutionnaire. Cela débute par ce désaccord :

« Allende n'était pas un révolutionnaire. Notre leader n'a pas su être à la hauteur des circonstances. »

Réponse : « Le programme de l'U.P. était-il révolutionnaire ? Réponse : Oui, Réponse : Alors Allende l'était aussi. C'est évident » Réponse : Mais les socialistes, les communistes et l'U.P. souhaitant instaurer un système très démocratique mais fondé sur une économie libérale ». Réponse : C'est très grave ce que tu dis. C'est gravissime. Tu déformes l'histoire. » Puis un troisième intervient : « On a tendance à comparer les révolutionnaires au Che. Des camarades, fusil à l'épaule, prenant le maquis pour faire la révolution et s'emparer du pouvoir. Ici, on a pris le pouvoir par la voie légale, le suffrage. C'était tout un processus et non une lubie de petits révolutionnaires. C'est le peuple qui a déclenché ce processus. ». La séquence s'achève par ces mots : « Ce qu'il ne faut jamais oublier c'est que le but de l'U.P. était d'instaurer le socialisme au Chili. C'est révolutionnaire ».

[Extrait de "[Salvador Allende](#)" de 9'45" à 13'07]

Je voudrais réfléchir la densité de ces paroles mais depuis un ailleurs, un ailleurs dedans, dirais-je, que celui de Guzman. Non plus partir d'un documentaire visuel avec toute la complexité et l'épaisseur

disséminées de son procédé, mais partir d'un livre, celui de *Juan Garcés, Allende et l'expérience chilienne*. Dans ce transfert, je poserai deux conditions. La première est de vouloir d'abord faire réfléchir ce livre, depuis ces paroles entendues. Nommons, cela les effets matérialistes qu'une telle séquence peut provoquer dans la lecture de ce livre mais aussi notre actualité. La seconde condition, est une restriction. Il s'agit plus ici de former un cadre, ou un angle problématique et non prétendre résoudre une tension. Effleurer un problème en quelque sorte.

Alors, pourquoi Garcés et ce livre, publié en 1976 parmi toute une bibliographie possible, pourquoi dans cette multiplicité, cette singularité-là ? J'y vois au moins deux raisons. La première est que Garcés fut le conseiller politique et collaborateur personnel d'Allende pendant toute la période de 70 à 73. Son livre est, en ce sens, une analyse précise et tactique des décisions prises par Allende, mais réfléchies depuis l'histoire du marxisme sur la question de l'État et de la transition vers le socialisme. Point que je vais reprendre en quelques mots. Mais il y a une seconde raison plus directement liée à cet atelier consacré à la mémoire des luttes. Si Garcés, présent à la Moneda lors du bombardement du 11 septembre 1973, a survécu, c'est sur l'ordre d'Allende de partir. La raison invoquée par Allende à la surprise de Garcés : « il faut que quelqu'un relate ce qui s'est passé ici, et seul vous, pouvez le faire ». Il s'agit donc bien de maintenir une mémoire. Ce livre est donc une des mémoires politique d'Allende à la fois dans le sens le plus large que nous puissions donner à ce terme de politique et de son interpellation, mais aussi en son sens le plus exigeant et aigu d'une territorialité si ce n'est conquise du moins semée – pour reprendre les termes d'Allende – d'une société plus juste et libre, ce que nous nommerons transition socialiste.

Or c'est sur ce point plus aigu que nous aimerions ouvrir notre prochain atelier, d'autant qu'il accompagne de nombreuses interventions de notre année au GRM mais en un sens nouveau, du moins autre, autour de la question du processus révolutionnaire propre au Chili.

1) Cette première ligne pose la question théorico-pratique, comme point aveugle dans la théorie marxiste de la fin du 19<sup>ème</sup> et du début du 20<sup>ème</sup> siècle, de l'État dans la période de transition vers le socialisme et qui fait l'objet en grande partie de l'analyse de Garcés. Si on ne peut entrer dans le détail, (et pour reprendre en quelques mots ce que nous avons développé lors de notre séance plénière) deux voies font débat historiquement. Divergence que l'on retrouve au sein même de l'Unité populaire entre 70 et 73, constitué de plusieurs mouvement politique de gauche. Soit, dans une tradition léniniste, la voie insurrectionnelle ou la guerre civile (nationale mais aussi internationale), qui consiste à « briser la machine d'État », impliquant comme phase de transition « une dictature du prolétariat ». Soit, à l'intérieur d'un État démocratique donc d'un État préexistant mais capitaliste, une transition par voie légale, c'est-à-dire constitutionnelle, par le suffrage et le maintien *nécessaire* mais transitoire de l'appareil d'État<sup>1</sup>. On comprend alors cette conversation entre anciens de l'UP que nous évoquions et la question de la nomination même de ce processus, j'entends, est-il révolutionnaire ou pas ? *Comment penser une révolution mais révolutionnaire parce que démocratique et légale ?*

Nous entrons ici dans une mémoire des luttes complexe, de voix hétérogènes, qui s'est rejoué dans le cas chilien. Cette multiplicité de lignes de forces politiques nous imposerait *a priori* un choix, une alternative qui marquera l'histoire du marxisme après Marx : « Dictature *ou* démocratie ». Alternative qui n'est pas seulement de l'ordre d'une nomination, mais qui engage toute une praxis, toute une pratique et une temporalité propre au processus révolutionnaire lui-même. Or le Chili est certainement

---

<sup>1</sup> Ce qui rejoint la position d'Engels en 1895 : « En utilisant le suffrage universel, le prolétariat avait mis en œuvre une méthode de lutte toute nouvelle et elle se développa rapidement. On trouva que les institutions d'Etat où s'organise la domination de la bourgeoisie fournissent encore des possibilités d'utilisation nouvelles qui permettent à la classe ouvrière de combattre ces mêmes institutions d'Etat... Et c'est ainsi que la bourgeoisie et le gouvernement en arrivèrent à avoir plus peur de l'action légale que de l'action illégale du Parti ouvrier, des succès des élections que de ceux de la rébellion. »

Deux remarques. Dans le film *La Bataille du Chili*, Guzman interrogeant les passants à la veille des élections parlementaires d'Avril 1973, qui devait en cas de victoire pour l'opposition permettre constitutionnellement la destitution d'Allende, pose deux questions, celle des résultats attendues et de savoir s'ils reconnaissent la voie légale ou une autre. Tous, partisans de l'UP ou de l'opposition, reconnaissent comme seule voie possible le suffrage. La seconde est l'insistance politique et tactique d'Allende, malgré les provocations et le chaos économiques créé par l'ITT-Kissinger-Frei, de refuser la guerre civile. Conclusion de son discours : « IL n'y aura pas de guerre civile ».

l'expérience la plus récente d'une longue série d'épisodes tragiques qui, d'une manière ou d'une autre, ont été causés par cette confusion entre ces deux tactiques. Cette alternative est d'une incidence décisive pour notre étude. De quoi alors s'agit-il dans le contexte chilien ?

Soit de récuser le terme de « dictature du prolétariat » comme tactique directe et insurrectionnelle concernant la transition vers le socialisme, ce qui est le cas dans le contexte surdéterminé national et international des forces présentes au Chili en 70. C'est le choix d'Allende. *Soit, non pas contre Allende mais Allende et le peuple Chilien*, nous forcer à redéfinir ce que nous devons entendre par les termes même de « dictature du prolétariat » réfléchis depuis celui de démocratie et inversement. « Dictature du prolétariat » est une expression qu'à notre connaissance jamais Allende n'emploie. Il ne s'agit pas de surdéterminer ce silence, de vouloir le remplir mais plutôt de comprendre qu'elle fut la voie politique d'Allende et l'expérience chilienne. Or cette voie politique d'Allende, nous la trouvons interpellée par la voix que nous avons entendons chez cet ancien de l'UP. « *C'est le peuple qui a déclenché ce processus par la voie légale et non l'arme à la main* », se désignant alors comme un peuple constituant et légitime. Cela en écho avec cette ouvrière qui nous disait dans la courte séquence de Loach : « *J'ai confiance en l'intelligence du peuple. Un peuple qui s'organise est intelligent. Alors pourquoi avoir peur de l'organisation du peuple ?* »

Alors, de cette alternative « Dictature ou démocratie » nous aimerions en proposer une troisième voix. Cela d'autant plus que dans notre année de séminaire, nous avons fait que l'effleurer en nous intéressant aux effets de l'intervention théorique de Lénine dans les œuvres de Karl Schmitt et Rosa Luxemburg. Je ne m'intéresserai ici qu'à l'analyse qu'en fait Rosa Luxemburg dans son article critique sur la révolution russe bolchévique. Mais si cet article fut une critique théorique interpellant la sociale-démocratie allemande dans les 20, avec Allende et l'expérience chilienne nous sommes en présence d'une expérience à la fois possible et réelle d'un processus révolutionnaire.

En quoi cela nous permet-il de réfléchir cette séquence chilienne ? C'est que depuis les mots même de cet ancien de l'UP, Luxemburg nous permet non de dissocier mais au contraire de penser de manière indissociable démocratie *et* dictature.

En somme la question n'est pas « Dictature ou démocratie », tel qu'elle fut posée par Lénine et Trotsky – selon la critique de Luxemburg, mais bel et bien « Dictature *et* démocratie », ces termes alors se réfléchissant l'un l'autre et changeant de sens. Mais il nous faut alors les entendre dans toute leur complexité, posant une tension interne au terme même de démocratie. Une tension/opposition entre démocratie libérale (voire bourgeoise) et démocratie socialiste (à penser) et leur rapport avec le peuple (et encore quel peuple ? Quel Chili ? Justice et liberté ou autorité et liberté ?) et leur lien avec la dictature du prolétariat. Ce dont il s'agit ici et tel est l'interpellation de l'expérience chilienne comme mémoire des luttes, c'est de ne plus penser la démocratie depuis la démocratie bourgeoise, mais déjà comme socialiste. Démocratie et Dictature certes, c'est-à-dire dans la façon d'appliquer la démocratie et non de la supprimer, comme l'œuvre d'une classe et non d'une minorité <sup>2</sup>. Tel est la conclusion de la séquence entre anciens de l'UP : « *Ce qu'il ne faut jamais oublier c'est que le but de l'U.P. était d'instaurer le socialisme au Chili. C'est révolutionnaire* ».

Il s'agit d'appliquer une certaine politique à un réel donné. Application qui de cette première alternative « Dictature ou démocratie », « Dictature et démocratie » nous renvoie comme en écho au 11 septembre de Loach, à cette autre alternative posée par Luxemburg : *Socialisme ou Barbarie*.

Dictature et démocratie, telle est l'hypothèse de lecture que nous posons quant à la tactique politique, économique, sociale et militaire d'Allende déterminée par la conjoncture historique nationale et internationale, dont nous devons reporter l'étude aujourd'hui.

Mais hypothèse qui ne résout cependant en rien les difficultés à maintenir, constitutionnellement une forme d'État pendant cette période de transition. Et tel est le problème soulevé par Garcés.

En ce sens, je propose comme ouverture programmatique pour notre prochain atelier et depuis l'expérience chilienne, c'est deux questions : - Qu'est-ce que devient l'appareil d'État préexistant à

---

<sup>2</sup> Cf. Luxemburg, La révolution russe, dans *Textes*, p. 238/240, 1982, éditions Sociales.

cette prise de pouvoir alors que l'alliance des classes n'est pas encore consolidée autour de la classe ouvrière ? Pour le dire autrement, ; alors que dans la simplification des antagonismes de classes, les travailleurs ne forment pas la classe dominante ?

Comment conserver le pouvoir et la défense de sa légitimité à gouverner le temps de cette transition et surtout éviter la désintégration de l'appareil étatique dans le contexte déterminé national et international contre-révolutionnaire, alors que le gouvernement est minoritaire ; c'est-à-dire d'un « *gouvernement qui se trouve être confronté à toutes les limitations et aux freins inhérents au régime capitaliste, sans pouvoir compter sur aucun des mécanismes d'action d'un régime socialiste* » puisque tous les instruments politiques, économiques et militaires sont hérités d'un système où la bourgeoisie est dominante. Comment alors faire avancer le processus révolutionnaire sans les moyens d'action nécessaires autre que la lutte armée ?

Ici est peut-être un vide théorique dans l'histoire du marxisme et qui a coûté au Chili, laissant par cette confusion la voie ouverte à la contre révolution sanglante. Dans l'interpellation de la mémoire des luttes et de ce point aveugle théorico-pratique ce qui est en jeu pour nous n'est autre que la définition même de ce que nous devons entendre et réfléchir sous les noms de démocratie et justice, de démocratie et liberté, interpellés par le basculement opéré par Loach.

Garcés, parmi cette multiplicité nous en proposera une analyse soulignant les difficultés tant internes qu'externes, directes ou indirectes sans pour autant jamais en critiquer le processus révolutionnaire <sup>3</sup>.

Reste pour introduire le propos de Patrick encore un point critique, point critique qui introduira une dernière ligne de force, celle que Marco et moi n'avons pas véritablement remise en question, et qui va peut-être vaciller. Je la résumerais en ces termes, celle d'avoir subsumer, celle d'avoir nommer cette conjoncture sous le seul nom d'*Allende*, saturant par là tout un espace politique. Bref nous retournant la critique que nous avons fait à Loach, d'une forme univocité.

---

<sup>3</sup> Point aveugle de cette praxis au sein même de ce processus.

Si Allende a réussi à maintenir une cohésion au sein de l'UP malgré les divergences et contradictions internes, dont le risque était par les provocations contre révolutionnaire une guerre civile, ce qu'il n'a pas réussi à penser c'est le lien constitutionnel entre le président de la République et le Parlement, entre le législatif et l'exécutif, alors même que le gouvernement est minoritaire au Parlement. C'est-à-dire se tenir dans le risque d'une paralysie des institutions, logique qui fut celle de l'opposition contre révolutionnaire.

[Extrait de "Salvador Allende" de 2'13" à 4'30"]

Le film de Patricio Guzmàn intitulé « Salvador Allende » commence par une séquence d'une belle intensité cinématographique. On y voit une main obstinée qui tente de mettre au jour, sous la peinture écaillée d'un mur de Santiago, les traces du Chili révolutionnaire du début des années 1970, les traces des images qu'il a laissées, et que ce film cherche à nous rendre. Belle métaphore de la mémoire comme matériau feuilleté, comme terrain géologique dans lequel les strates se recouvrent les unes les autres.

Mais comme le sait tout bon géologue, la terre, le sol, sont aussi des matériaux vivants. Les strates qu'ils contiennent ne sont pas tranquillement posées les unes sur les autres. Ils sont parcourus de tensions, d'énergies, qui les font bouger, évoluer, qui parfois s'accumulent pour se décharger en un lieu imprévu. Comme le dit Patricio Guzmàn lui-même dans cette séquence, « l'évocation du souvenir n'est ni facile, ni volontaire, et toujours troublante. [...] Le passé ne passe pas, il vibre et bouge », suit les contours de nos vies. Toute œuvre d'historien, et d'historien matérialiste, suppose donc de se livrer à un travail de repérage des modifications du souvenir, de la manière dont ses strates évoluent les unes en fonction des autres, en fonction aussi des conjonctures dans lesquelles se fait la recherche de l'historien lui-même. Parfois aussi il s'agit de désensevelir une strate oubliée, recouverte par beaucoup d'autres, et pourtant gisement de matériaux plus précieux peut-être. C'est à ce travail que je voudrais me livrer, très brièvement, aujourd'hui.

Disons-le d'emblée : le film de Patricio Guzmàn, *Salvador Allende*, aurait pu être un mauvais film, la célébration grandiloquente de l'un de ces dirigeants charismatiques que l'extrême gauche aime à vénérer. Hier Lénine ou Mao, aujourd'hui Hugo Chávez ou Evo Morales... Parce que le spectacle artistique et la représentation politique procèdent au fond d'une même origine religieuse, le cinéma se prête bien à ce genre de culte. Comme le disait un cinéaste critique : « La société se renvoie sa propre image historique, seulement comme l'histoire superficielle et statique de ses dirigeants. Ceux qui incarnent la fatalité extérieure de ce qui se fait. Le secteur des dirigeants est celui-là même du spectacle. Le cinéma leur va bien. [...] Pourtant, tout équilibre existant est remis en question chaque fois que des hommes inconnus essaient de vivre autrement. »<sup>4</sup>

« Des hommes inconnus », à rebours de cet Allende trop connu, dont le nom en est venu à désigner à lui seul toute une conjoncture, qui a pourtant été l'œuvre de ces millions de personnes dont l'histoire officielle n'a pas retenu le nom. C'est justement parce qu'au Chili ces hommes inconnus se sont mis à vivre autrement que le film de Guzmàn présente quelques séquences problématiques qui font toute sa valeur : parlant du Chili dans un film intitulé « Salvador Allende », Guzmàn ne peut éviter de parler de tous ceux *qui ne s'appelaient pas Allende*, et qui ont souvent dû agir *contre Allende lui-même* pour réaliser cette utopie de justice et de liberté que le dirigeant, selon Guzmàn, était censé incarner.

On sait que Salvador Allende voyait dans la conquête des pouvoirs publics par des moyens démocratiques la ligne directrice de ce qu'il appelait « la voie chilienne vers le socialisme ». Il s'agissait d'arriver à la tête de l'État en remportant des élections démocratiques grâce à une alliance la plus large possible avec les forces de gauche, et une fois au pouvoir, d'utiliser l'appareil d'État afin de reprendre en mains les principales industries du pays, pour les nationaliser et les mettre au service de la population. Une révolution légale, en quelque sorte, et même légaliste : le souci de rester toujours dans le cadre de la loi et des institutions bourgeoises était censé permettre une transition pacifique du capitalisme au socialisme, sans coup de force, et dans la préservation des libertés publiques garanties par la constitution. La démocratie à laquelle Allende était attaché, c'était finalement la démocratie représentative, prise dans l'appareil d'État, la hiérarchie et les

---

<sup>4</sup> Guy Debord, *Critique de la séparation* (1961), in *Œuvres*, Paris, Gallimard coll. Quarto, 2006, p. 546-547.

institutions bourgeoises.

Au contraire de cette démocratie-là, au même moment s'est développé au Chili ce qui a sans doute été l'expérience la plus profonde et la plus aboutie de démocratie directe qu'ait connue l'histoire moderne. Engagées dans un processus révolutionnaire qui ne se jouait pas seulement au sommet de l'État, mais à la base, dans la vie quotidienne elle-même, les classes populaires ont expérimenté diverses modalités de reprise en main de la vie économique et politique à l'échelle locale. Avec des démarches différentes selon les cas. Parfois elles se sont réapproprié des institutions créées par le gouvernement d'Allende ou même par son prédécesseur, pour les détourner de leur fonction et les faire servir à l'exercice d'un pouvoir direct sur leurs conditions de subsistance. Tel a été le cas par exemple des Conseils paysans créés par le gouvernement comme des organismes permettant d'accompagner la réforme agraire, composés de représentants syndicaux et ayant uniquement un rôle consultatif. A mesure que les luttes paysannes se sont radicalisées, ces Conseils ont été investis par la population rurale, et transformés en organes de démocratie directe rassemblant syndiqués et non syndiqués, permettant non seulement de s'assembler et de discuter des problèmes collectifs, mais de s'organiser pour prendre des décisions concrètes en vue d'exproprier les propriétaires terriens sans attendre l'assentiment du gouvernement. Autre exemple : les JAP - Juntas de Abastecimiento y Precios -, comités de ravitaillement et de contrôle des prix, conçus par le gouvernement comme de simples appendices de l'Administration du commerce chargés de procéder au contrôle des prix pour limiter la spéculation et le marché noir, et qui, repris en main par la population, ont fini par outrepasser leur fonction originelle en établissant des liens directs avec les ouvriers révolutionnaires dans les usines, en vue de contrôler la distribution des biens sans intermédiaires commerciaux entre les producteurs et les consommateurs. Là encore, la démocratie directe était de rigueur : les employés des magasins populaires dans lesquels étaient distribués ces biens étaient élus par l'assemblée des habitants, et révocables à tout moment. (Les JAP furent d'ailleurs un vecteur essentiel de la politisation des femmes dans le processus révolutionnaire chilien.)

Mais parfois la population ne s'est pas contentée de détourner des structures existantes : elle a créé directement ses propres organes d'auto-gouvernement. C'était le cas des comités de *pobladores*, sortes de soviets urbains constitués par le *Lumpenproletariat* des banlieues et des bidonvilles, et qui ont pris en charge la totalité de la vie sociale dans les périphéries des cités : justice, santé, éducation, autodéfense contre la police et les propriétaires, etc. De même, dans les usines, les ouvriers en lutte ont souvent devancé les nationalisations effectuées par le gouvernement d'Allende, procédant à l'expropriation de leurs employeurs, et remettant en marche la production sous leur propre contrôle. Très vite, les usines autogérées se sont fédérées au sein de gigantesques unions, les « cordons industriels », leur assurant ainsi les conditions d'une entraide et d'une solidarité pratique dans la résistance aux attaques des milices fascistes. Le plus frappant dans le processus chilien, est la capacité de la population à s'organiser non seulement au niveau local, dans toutes les sphères de la vie quotidienne, mais aussi à un niveau régional, voire national. Dès la grève des patrons d'octobre 1972 qui visait à bloquer l'économie nationale, les gens ont pris conscience de la nécessité de renforcer les organes de pouvoir autonomes qu'ils se sont donnés en faisant en sorte que leurs activités se coordonnent, s'interpénètrent, et gagnent ainsi en solidité.

L'étape suivante, décisive, a été la constitution des « commandos communaux », regroupant à l'échelle municipale l'ensemble des pouvoirs de base que j'ai évoqués ici, plus les associations et les syndicats – le tout avec le projet de constituer des « commandos provinciaux », qui auraient permis l'organisation de tous les aspects de la vie populaire sur de vastes zones. L'idée qui était dans toutes les têtes était de généraliser le principe de l'Assemblée populaire unique, comme cela avait été fait dans la ville de Concepción en mai 1972, pour en faire le principe directeur d'un nouveau régime socialiste.

Se souvient-on de tout cela lorsqu'on se souvient du Chili de cette époque ? Non, ou alors

oui, peut-être, mais uniquement comme preuve de ce que l'arrivée au pouvoir de l'Unité populaire a été capable de déclencher. Mais quelle a été la position de Salvador Allende et de son gouvernement face à ce déploiement d'inventivité politique et d'initiatives populaires ? Eh bien, le souvenir d'Allende dut-il en souffrir, il faut rappeler – c'est aussi cela désensevelir les strates d'histoire en vue de les rendre à la conscience et la mémoire – il faut rappeler qu'Allende et son gouvernement firent tout pour juguler ce gigantesque mouvement d'auto-organisation des masses.

Et c'est ce que le film de Guzmán nous montre, certes très brièvement. On y voit Allende refusant de considérer les Cordons industriels et les autres expressions de l'autonomie des masses comme une forme de pouvoir parallèle à celui du gouvernement. S'il désire effectivement que les commandos communaux, les cordons industriels soient renforcés, c'est uniquement en tant qu'ils doivent relayer l'action du gouvernement ; autrement dit, ils ne valent pour lui que dans la mesure où ils perdent ce qui fait précisément toute leur originalité : leur indépendance de fait vis-à-vis de tout pouvoir constitué, et leur liberté d'initiative dans la conduite du processus de transformation sociale. Allende, par exemple, désapprouva la tenue de l'Assemblée du peuple de Concepción en 1972, au cours de laquelle plus de 15.000 ouvriers, *pobladores*, paysans et étudiants déclarèrent vouloir approfondir le processus révolutionnaire par la généralisation d'organes d'autogestion indépendants vis-à-vis de la bourgeoisie bien sûr, mais aussi du gouvernement. A maintes reprises, il se montra également hostile à toutes les manifestations d'autonomie d'une paysannerie débordant les limites qu'il avait posées à la réforme agraire. Et à partir de juin 1972, redoutant l'accélération du processus révolutionnaire sous l'impulsion du peuple, il fut même l'instigateur, avec son ministre de l'économie Orlando Millas, de la politique de restitution aux patrons des entreprises occupées par les travailleurs, demandant à la police l'application de ces lois par la force – ce qui déclencha de nouvelles grèves et de nouvelles occupations d'usines.

Voilà des choses bien oubliées, et dont le ressouvenir pose à nouveaux frais la question de l'articulation entre l'expérience populaire de construction du socialisme par en bas, et l'action réformatrice du gouvernement Allende visant à établir le socialisme par en haut, depuis les postes de commande de l'appareil d'État. Si dans les deux premières années tout au plus les classes populaires voyaient largement dans le gouvernement Allende un élément moteur du processus révolutionnaire chilien à côté de leur propre mobilisation, en quelque sorte un adjuvant de la lutte des classes, il est évident que la période qui va de juin 1972 à septembre 1973, période de recul du gouvernement et d'avancées grandissantes du processus révolutionnaire à la base, va faire évoluer les consciences en direction d'une remise en question de l'opportunité d'une liaison organique entre le mouvement populaire et le gouvernement. Le comble en sera atteint le 4 septembre 1973, lorsque la population sentant monter le risque du coup d'État, se rassemble dans une gigantesque manifestation qui envahit les rues de Santiago : 800 000 travailleurs et jeunes défilent devant le palais présidentiel de La Moneda, réclamant des armes pour lutter contre les fascistes. Mais Salvador Allende refusera, en invoquant, une fois de plus, la légalité et le respect de la démocratie. Le lendemain, la Coordination des Cordons industriels enverra la lettre suivante au Président, sans aucun doute une pièce mémorable à apporter à l'histoire de cette conjoncture :

### **Lettre de la Coordination des Cordons au président Salvador Allende, 5 septembre 1973.**

**C'est ça, « notre » gouvernement ?**

A son Excellence le Président de la République.

Compañero Salvador Allende :

[...] nous exigeons que soit accompli le programme de l'Unité populaire. En 1970, nous n'avons pas voté pour un homme, nous avons voté pour un programme. Curieusement, le Chapitre premier du Programme de l'Unité Populaire s'intitule « Le Pouvoir Populaire ». Nous lisons, page 14 du programme :

« Les forces populaires et révolutionnaires ne se sont pas unies pour lutter en vue de la simple substitution d'un Président de la République par un autre, ni pour remplacer au Gouvernement un parti par d'autres, mais pour mener à terme les changements de fond que la situation nationale exige, sur la base du transfert du pouvoir, des anciens groupes dominants aux travailleurs, aux paysans et aux secteurs progressistes des classes moyennes [...] Transformer les institutions actuelles pour instaurer un nouvel État dans lequel les travailleurs et le peuple exerceront réellement le pouvoir. » [...] Page 15 : « A travers un processus de démocratisation à tous les niveaux et une mobilisation des masses se construira, à partir de la base, la nouvelle structure du pouvoir. »

Compañero Allende, si nous n'avons pas précisé que ces phrases étaient tirées du programme de l'Unité populaire, qui était un programme minimum pour la classe ouvrière, on aurait pu nous dire que c'était le langage extrémiste des cordons industriels.

Mais nous demandons maintenant : Où est le nouvel État ? [...] Trois années ont passé, compañero Allende, et vous ne vous êtes pas appuyé sur les masses, et maintenant nous autres travailleurs, nous n'avons plus confiance. Nous, travailleurs, avons senti une frustration profonde et du découragement quand vous le Président, le Gouvernement, les partis, les organisations, vous nous avez donné plusieurs fois l'ordre de nous replier au lieu d'avancer. [...]

Nous savons que dans l'histoire des révolutions, il y a toujours eu des moments pour se replier et des moments pour avancer, mais nous savons, nous avons la certitude absolue, que dans les trois dernières années nous aurions pu gagner non seulement des batailles partielles, mais la lutte totale. [...] En octobre, quand ce furent la volonté et l'organisation de la classe ouvrière qui maintinrent le pays en marche face au blocage patronal, une lutte dans le feu de laquelle naquirent les cordons industriels, et que purent ainsi être maintenus la production, le ravitaillement et les transports grâce au sacrifice des travailleurs, nous offrant ainsi la possibilité de donner à la bourgeoisie un coup mortel, vous ne nous avez pas fait confiance, alors que personne ne peut nier l'énorme capacité révolutionnaire démontrée par le prolétariat, et vous avez donné à tout cela une issue qui a été comme une gifle à la classe ouvrière, en instaurant un Cabinet civico-militaire, et en y incluant en plus deux dirigeants de la Centrale Unique des Travailleurs qui, en acceptant d'intégrer ces ministères, firent perdre toute confiance aux travailleurs dans ce syndicat [...].

[...] Nous vous avertissons, compañero, que malgré tout le respect et la confiance que nous avons pour vous, si vous n'appliquez pas le programme de l'Unité Populaire, si vous ne vous en remettez pas aux masses, vous perdrez l'unique appui effectif que vous avez eu en tant que personne et en tant que dirigeant, et que vous serez responsable d'avoir emmené le pays non pas vers une guerre civile, puisqu'elle est déjà en cours, mais vers le massacre froid et planifié de la classe ouvrière la plus consciente et la plus organisée d'Amérique latine. [...]

- Signé :1) Coordinadora Provincial de Cordones Industriales.  
2) Comando Provincial de Abastecimiento Directo.  
3) Frente Único de Trabajadores en Conflicto.

Nous sommes alors le 5 septembre 1973, six jours à peine avant le coup d'Etat. Voilà, tout est dit dans l'extrême lucidité de ce qui va arriver dans les jours et les semaines qui suivent, et dans l'extrême lucidité aussi concernant les impasses de ce qu'Allende avait défini comme la voie chilienne vers le socialisme : impasse du légalisme obstiné, impasse de la construction du socialisme par en haut, et conséquemment aussi impasse de la méfiance vis-à-vis des capacités d'auto-organisation de la population, et de son impétuosité à transformer la totalité des rapports sociaux.

Plus profondément, la conjoncture chilienne, comme de nombreuses autres conjonctures révolutionnaires, pose trois problèmes cruciaux, qui se sont posés à nous, au GRM, lors des recherches qui nous ont occupés cette année :

Tout d'abord, la question de l'indissoluble plurivocité des signifiants politiques, qui en fait des instruments délicats à manier, changeant de sens à chaque prise de parole, à chaque intervention dans la théorie et conséquemment dans la praxis de transformation sociale. Ici, le signifiant « démocratie » : au plus loin de la théorie de la « dictature du prolétariat », le signifiant démocratique est la clef de voûte de l'élaboration par Allende d'une voie chilienne vers le socialisme ; mais il est aussi au fondement de l'action autonome des masses et de leurs idéaux de justice et de liberté. Toutefois, comme on l'a vu, le signifiant ne recouvre pas le même sens en fonction des acteurs sociaux qui l'utilisent. La démocratie selon Allende a mis la représentation politique au cœur de son dispositif de pouvoir ; la démocratie selon le peuple en mouvement, au contraire, dénie toute validité au principe de représentation, en tant qu'elle requiert la *présence* active de tous les membres de la communauté au cours de la délibération, de la décision et de l'exécution. Dans la première les représentants sont élus et n'ont d'autre lien au corps politique des citoyens que leur programme, et la fin prévue de leur mandat abstraitement défini. Dans la seconde, l'assemblée n'admet de délégués que mandatés pour une mission impérative, et révocables à tout moment. Le recouvrement d'une forme de démocratie par l'autre dans les mémoires de la conjoncture chilienne est aussi le recouvrement du souvenir de l'expérience d'autogestion populaire de masse par le souvenir de l'expérience gouvernementale d'Allende.

Second problème, homologique à celui du signifiant « démocratie » : la question de l'État. Question classique et préjudicielle dans le marxisme, que nous avons abordée à de nombreuses reprises dans nos ateliers, notamment à propos de la querelle récurrente entre marxistes et anarchistes. Je ne reviendrai pas sur ce qui a été dit au cours de notre séance plénière sur la véritable *étatisation du politique* à laquelle s'est livré le marxisme orthodoxe au 20<sup>e</sup> siècle, ou en tous cas sur l'articulation presque exclusive, et malheureuse, de la politique communiste à la problématique du pouvoir d'État. Néanmoins, s'il est bien une leçon théorique qui doit être tirée de l'échec sanglant de l'expérience chilienne – celle-ci étant entendue comme expérience conjointe du gouvernement Allende et de l'autogestion populaire – c'est le fait que « le pouvoir extrinsèque inhibe le fonctionnement intrinsèque ». C'est parce que les masses comptaient sur l'action gouvernementale, sur la puissance et l'autorité de l'appareil d'État engagé dans un processus de transition au socialisme, qu'elles n'ont pas poussé jusqu'au bout, et avec suffisamment d'énergie, leur effort d'auto-organisation et d'unification des éléments de pouvoir populaire que ces masses avaient elles-mêmes créés dans les usines, les villes et les campagnes. Seule cette auto-organisation et cette unification, dont la traduction matérielle aurait été la prise d'armes spontanée le 11 septembre 1973, comme en juillet 1936 en Espagne, auraient pu faire pièce efficacement au putsch déclenché par les forces armées.

Enfin, résultante de tous ces questionnements, le dernier problème que pose la conjoncture chilienne est le problème de la définition de ses propres limites, et des limites de toute conjoncture. Dire « le Chili 1970-1973 », c'est déjà définir la conjoncture chilienne comme « conjoncture Allende », et centrer le regard sur l'action gouvernementale, au sommet, en surplomb. Tandis que

faire commencer la conjoncture avec l'année 1968, date à laquelle les premiers comités de *pobladores* s'organisent, date à laquelle commencent réellement les occupations de terre et les expropriations par les paysans pauvres, date à laquelle enfin éclatent les premières grèves importantes dans les usines du Chili – ce qui déterminera les forces politiques de gauche à s'unir afin de chapeauter le processus révolutionnaire –, c'est déjà élargir la focale, au service d'un changement d'interprétation, et déplacer le regard vers cet autre acteur majeur de la conjoncture dont Allende, dans les mémoires actuelles, n'est finalement que le prête-nom : le peuple chilien. Souhaitons qu'à l'avenir le travail de la mémoire se fasse dans cette direction, afin de désensevelir toujours plus ce qu'un nom trop connu a occulté, et de redonner aux hommes obscurs la fierté de leurs actes.

[[Extrait de la "La Mémoire Obstinée"](#) à partir de 51'10']